



Bruxelles, le 10.9.2020
COM(2020) 492 final

**RAPPORT DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL,
AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES
RÉGIONS**

**Dixième rapport sur l'état de mise en œuvre et les programmes de mise en œuvre
(conformément à l'article 17 de la directive 91/271/CEE du Conseil relative au
traitement des eaux urbaines résiduaires)**

{SWD(2020) 145 final}

Table des matières

RESUME.....	2
1. CADRE D’ACTION	4
2. TAUX DE CONFORMITE DANS L’UNION EUROPEENNE.....	5
2.1 Évolution de la conformité.....	7
3. ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE – ÉCART PAR RAPPORT A L’OBJECTIF	8
3.1 Collecte des eaux usées	8
3.1.1 Systèmes individuels ou autres systèmes appropriés	9
3.2 Traitement secondaire ou biologique	10
3.3 Traitement tertiaire ou plus rigoureux.....	11
3.3.1 Désignation des zones sensibles par les États membres.....	12
4 PROGRAMMES NATIONAUX DE MISE EN ŒUVRE	14
5 PROMOTION DE LA MISE EN CONFORMITE.....	15
5.1 Financement des investissements	15
5.1.1 Stratégies de financement.....	15
5.1.2 Financement par l’Union européenne	17
5.2 Exécution.....	18
6 INCIDENCE SUR LE MILIEU AQUATIQUE	18
7 CONCLUSIONS	19

RESUME

La [directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires](#) (ci-après la «directive») a un rôle à jouer pour ce qui est d'orienter l'Union européenne vers l'ambition zéro pollution proclamée dans le pacte vert pour l'Europe¹.

Cette directive impose aux États membres de veiller à ce que les agglomérations (villes, grandes et moyennes, établissements urbains) collectent et traitent de manière appropriée les eaux usées qui, sans cela, pollueraient les cours d'eau, les lacs et les mers. Ce faisant, la directive joue un rôle clé dans la protection de la santé humaine et dans le renforcement de la résilience globale des écosystèmes aquatiques. Elle revêt également un rôle important dans l'économie circulaire, grâce à la réutilisation des eaux usées et des boues d'épuration traitées, à la production d'énergie renouvelable, et au recyclage des nutriments.

Le présent rapport est le 10^e rapport bisannuel sur la mise en œuvre, par les États membres, de la directive et de leurs programmes d'investissement. Il couvre l'année 2016 et englobe plus de 23 600 agglomérations dont les habitants (et, dans une certaine mesure, l'industrie) génèrent 612 millions équivalents habitants (EH) d'eaux usées. La collecte et le traitement des eaux urbaines résiduaires dans l'Union se sont améliorés au cours des dix dernières années, les taux de conformité pour la collecte, le traitement secondaire (biologique) et le traitement plus rigoureux (élimination du phosphore et de l'azote) étant respectivement de 95 %, 88 % et 86 %. Il reste, néanmoins, du chemin à parcourir pour respecter pleinement la directive. L'écart par rapport à l'objectif demeure important dans certains États membres: une charge d'eaux urbaines résiduaires correspondant à 6,6 millions EH (1 %) n'est pas collectée; le niveau de traitement de plus de 37 millions EH (6 %) des eaux usées collectées est insuffisant pour satisfaire aux normes du traitement secondaire; et près de 32 millions EH (8 %) ne répondent pas aux normes du traitement plus rigoureux. Cela signifie qu'il existe, dans l'Union, des agglomérations où des infrastructures doivent être construites ou améliorées. Des procédures d'infraction sont systématiquement engagées en cas de non-respect de la directive.

Le financement et la planification demeurent les principaux défis à relever pour le secteur des services liés à l'eau. Le total des investissements nécessaires pour garantir le respect de la directive, tel qu'estimé en 2016 par l'ensemble des États membres (y compris, à l'époque, par le Royaume-Uni), s'élève à près de 229 milliards d'EUR. L'OCDE estime aussi que les pays de l'Union et le Royaume-Uni devront déboursier 253 milliards d'EUR supplémentaires entre 2020 et 2030 pour se conformer à la directive et maintenir le degré de conformité. Dans de nombreux États membres, les dépenses actuelles se sont révélées insuffisantes pour assurer et maintenir la conformité à long terme².

Les données contenues dans le 10^e rapport ont servi non seulement à analyser la mise en œuvre de cette directive, mais aussi à évaluer cette dernière. La directive a fait l'objet d'une évaluation REFIT dont les résultats ont été publiés en 2019³. En réponse aux conclusions de

¹ Communication de la Commission, Le pacte vert pour l'Europe (COM/2019/640): <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=COM%3A2019%3A640%3AFIN>

² OCDE (2020), Estimation des besoins d'investissement et des capacités de financement pour les investissements liés à l'eau dans les États membres de l'Union européenne: https://ec.europa.eu/environment/water/water-framework/economics/OECD_study_en.htm

³ Évaluation de la directive [SWD(2019) 701]: <https://ec.europa.eu/environment/water/water-urbanwaste/pdf/UWWTD%20Evaluation%20SWD%20448-701%20web.pdf>

l'évaluation, la Commission a lancé une analyse d'impact pour évaluer les options stratégiques qui permettront de préparer la directive pour l'avenir.

1. CADRE D’ACTION

La directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires⁴ (ci-après la «directive») a un rôle à jouer pour ce qui est d’orienter l’Union européenne vers l’ambition zéro pollution proclamée dans le pacte vert pour l’Europe⁵. La directive est une «mesure de base» prévue par la directive-cadre sur l’eau⁶. Elle joue un rôle majeur dans l’amélioration de l’état des masses d’eau dans l’Union, le renforcement de la résilience des écosystèmes et la protection de la biodiversité. Compte tenu du défi considérable qui consiste à garantir le bon état des masses d’eau de l’Union d’ici à 2027 au plus tard, la collecte et le traitement efficaces des eaux urbaines résiduaires sont très importants. La directive joue également un rôle dans la protection de la santé humaine. Ainsi, le mécanisme de surveillance de l’état des eaux usées a aidé à détecter la COVID-19 avant et pendant la pandémie et il peut contribuer à alerter les autorités sanitaires à un stade précoce⁷.

Le secteur des services liés à l’eau joue un rôle important dans le cadre du pacte vert pour l’Europe, en tant que mesure indispensable pour la réalisation des ambitions de l’Union consistant à parvenir à la neutralité climatique et à éliminer la pollution tout en créant une croissance et des emplois durables. Le secteur des eaux usées peut également contribuer à l’économie circulaire, grâce à la réutilisation des eaux usées et des boues d’épuration traitées, à la production d’énergie renouvelable, et au recyclage des nutriments.

La directive constitue également une étape sur la voie de la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies, en particulier de l’ODD 6, qui consiste à garantir l’accès de tous à des services d’alimentation en eau et d’assainissement⁸. Au niveau mondial, 2,4 milliards de personnes (dont environ 10 millions vivent dans l’Union) n’ont pas accès à des installations d’assainissement améliorées. L’Union est une source de solutions innovantes et de technologies vertes pour le secteur des services liés à l’eau dans le monde entier; 8 des 15 plus grandes compagnies de distribution d’eau au monde sont établies dans l’Union⁹.

En 2020, la Commission a lancé une analyse d’impact pour évaluer les options stratégiques qui permettront de préparer la directive pour l’avenir. Cette analyse a été réalisée en réponse à l’évaluation de la directive effectuée parallèlement au bilan de qualité, en 2019, de la directive-cadre sur l’eau, de ses directives filles et de la directive sur les inondations.

⁴ Directive du Conseil relative au traitement des eaux urbaines résiduaires (91/271/CEE): <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?qid=1581334912523&uri=CELEX:01991L0271-20140101>

⁵ Communication de la Commission, «Le pacte vert pour l’Europe» (COM/2019/640):

⁶ Directive-cadre sur l’eau (2000/60/CE): <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:02000L0060-20141120>

⁷ <https://ec.europa.eu/jrc/en/science-update/call-notice-feasibility-assessment-eu-wide-wastewater-monitoring-system-sars-cov-2-surveillance>

⁸ Objectifs de développement durable des Nations unies: <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/water-and-sanitation/> et <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/sdi/clean-water-and-sanitation>

⁹ Évaluation de la directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires [SWD(2019) 701]

2. TAUX DE CONFORMITE DANS L'UNION EUROPEENNE

Le présent rapport est le 10^e rapport bisannuel sur la mise en œuvre, par les États membres, de la directive et de leurs programmes d'investissement.¹⁰ Il synthétise l'évaluation des données communiquées pour 2016 conformément aux exigences prévues aux articles 15 et 17 de la directive.

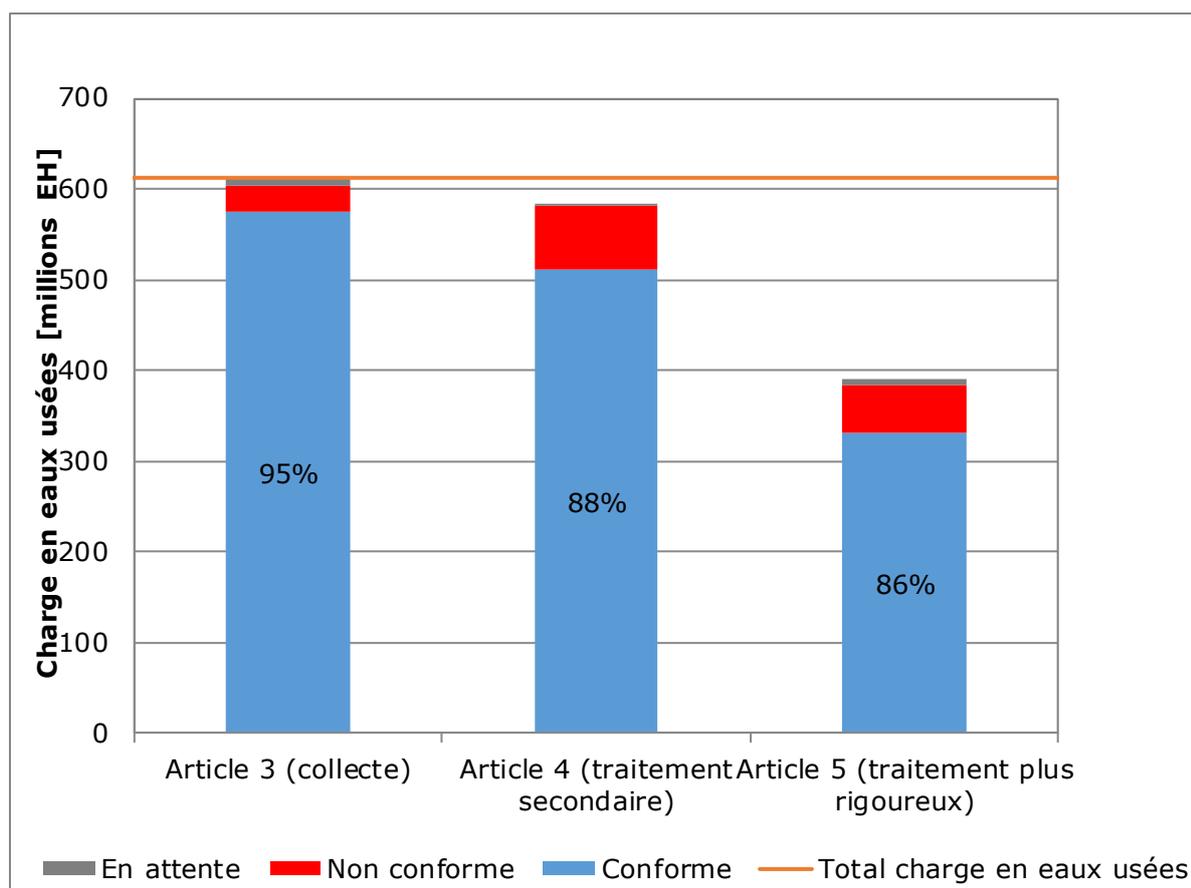
La collecte et le traitement des eaux urbaines résiduaires se sont améliorés. Cependant, la directive n'est pas encore pleinement mise en œuvre partout dans l'Union européenne.

En 2016, les taux de conformité dans l'Union étaient élevés:

- 95 % pour la collecte (grâce aux systèmes de collecte ou aux systèmes individuels ou autres systèmes appropriés);
- 88 % pour le traitement secondaire (traitement biologique);
- 86 % pour le traitement plus rigoureux que le traitement secondaire (pour l'essentiel, élimination de l'azote et/ou du phosphore dans les agglomérations de plus de 10 000 EH qui rejettent des eaux usées dans des zones sensibles et leurs bassins versants).

Comme le montre le graphique ci-dessous, les eaux usées collectées ne doivent pas toutes être purifiées selon la même norme ou satisfaire aux exigences prévues aux articles 4 et 5. Le niveau de traitement requis dépend de la taille de l'agglomération et de la sensibilité des eaux dans lesquelles les effluents sont rejetés.

¹⁰ Les données 2016 relatives à la directive incluent les données communiquées par le Royaume-Uni. La plupart des données sur la Croatie sont exclues car, en 2016, ce pays n'était pas tenu de respecter les obligations de conformité.



Graphique 1 – Taux de conformité aux articles 3, 4 et 5 dans l’UE en 2016 (pourcentage de la charge en eaux usées des agglomérations en conformité avec un article donné).

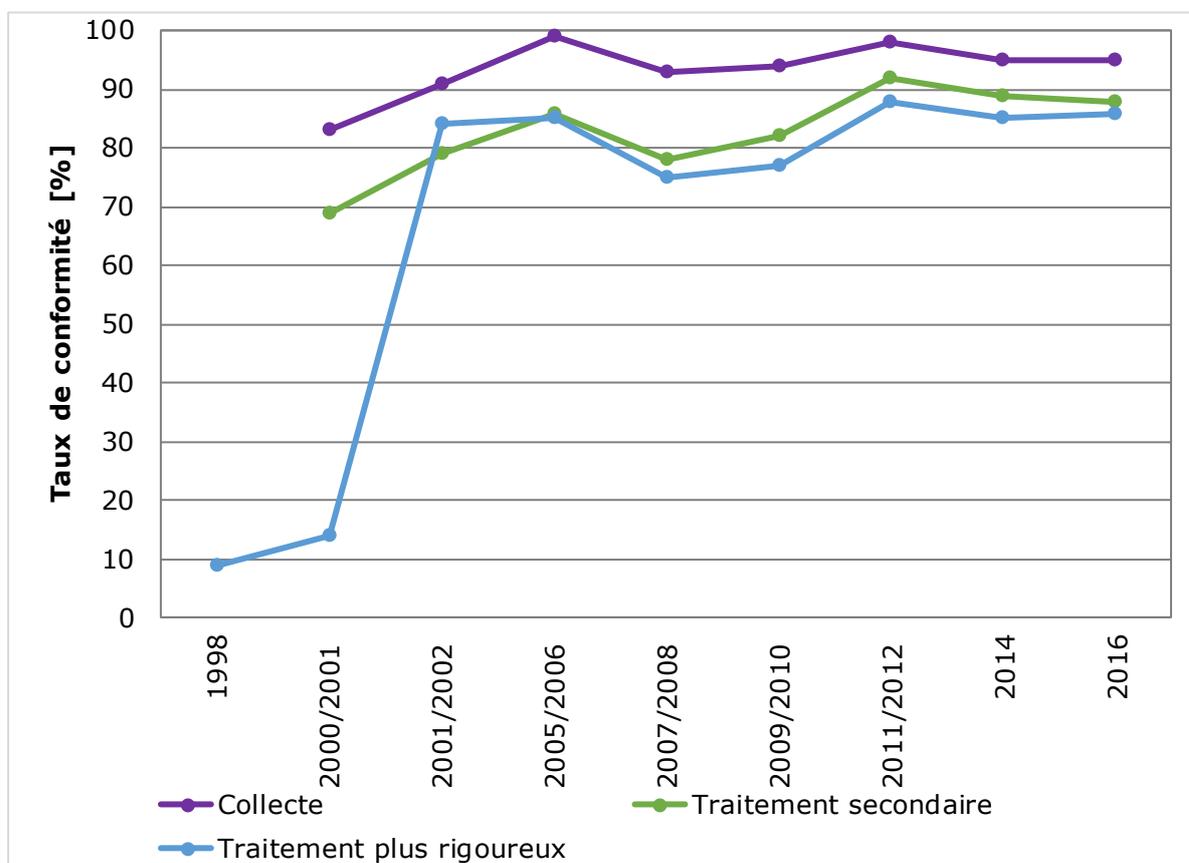
«En attente» (gris) fait référence aux périodes de transition applicables aux eaux usées générées dans des zones récemment désignées comme «sensibles». Le taux de conformité à l’article 5 inclut les données des États membres appliquant l’article 5, paragraphe 4.

En 2016, les États membres ont signalé plus de 23 600 agglomérations dont l’équivalent habitant (EH) était supérieur ou égal à 2 000. La charge en eaux usées générée par ces agglomérations s’élevait à **612 millions** EH, incluant principalement les eaux ménagères usées, mais également certaines eaux usées industrielles et eaux de ruissellement. La part de l’industrie est limitée, mais ses eaux usées peuvent contenir des polluants qui ne sont pas éliminés aussi efficacement par les stations d’épuration des eaux urbaines résiduaires. Par rapport à 2014, la charge en eaux usées a augmenté de 1,5 %. La capacité de traitement des stations d’épuration existantes (783 millions EH) est supérieure à la charge en eaux usées générée actuellement, pour permettre aux stations de faire face aux variations de la charge qui pénètre dans la station et de répondre, à l’avenir, à des besoins accrus.

Près de 90 % de la charge en eaux usées de l’Union sont générés par des agglomérations de plus de 10 000 EH; la moitié provient de grandes villes (52 % proviennent d’agglomérations de plus de 100 000 EH). Cela peut amener les États membres à concentrer leurs investissements sur les infrastructures de traitement des eaux usées non conformes situées dans les plus grandes agglomérations (plus de 10 000 EH).

2.1 Évolution de la conformité

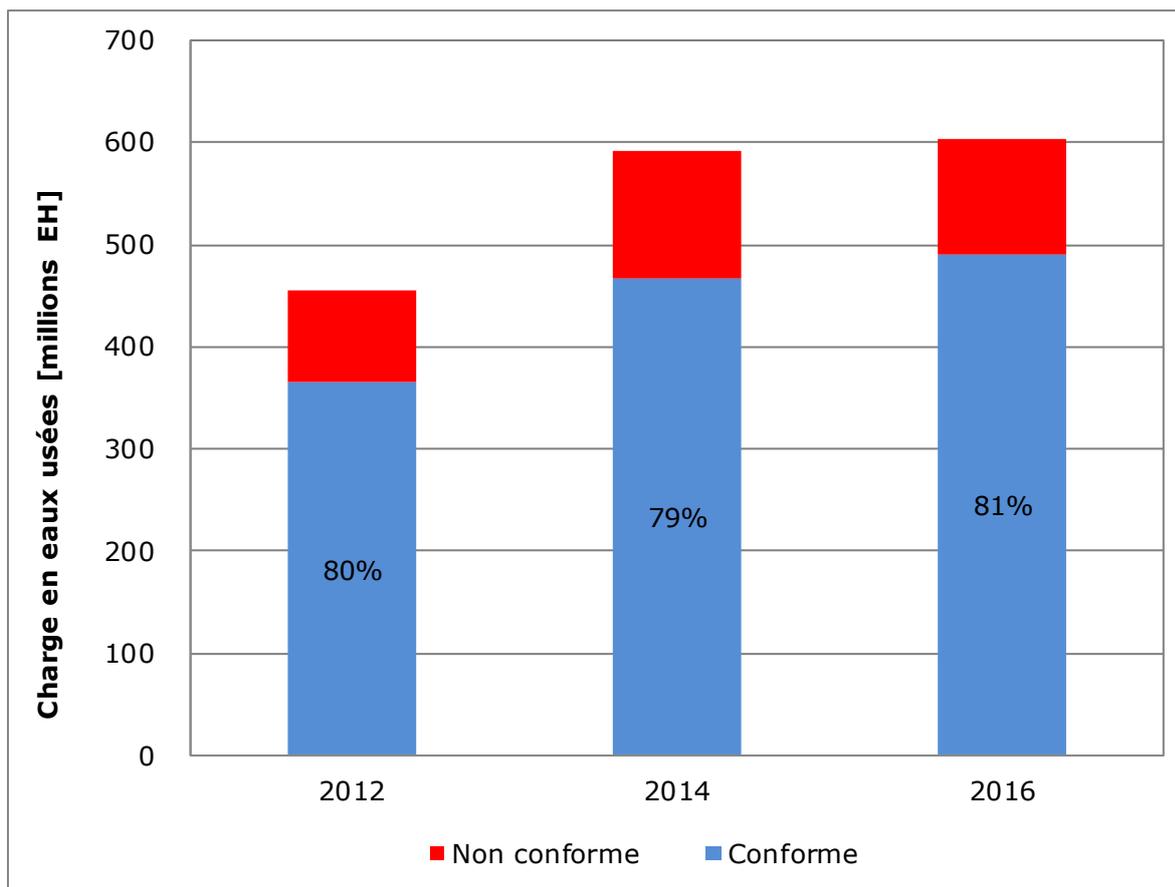
Depuis l'adoption de la directive, des progrès significatifs ont été accomplis en ce qui concerne la mise en œuvre de celle-ci et les taux de conformité aux articles 3, 4 et 5.



Graphique 2 – Tendances historiques des taux de conformité aux articles 3, 4 et 5 (1998-2016)

Ces dernières années, le taux de conformité s'est stabilisé. En 2016, le taux de conformité à l'article 3 s'est maintenu au même niveau qu'en 2014, tandis que le taux de conformité à l'article 4 a diminué de 1 % et que le taux de conformité à l'article 5 a augmenté de 1 %. Les données pour 2016 donnent une vue d'ensemble plus exhaustive que les données pour 2014, plusieurs États membres (par exemple, la Pologne, la Hongrie et la Slovaquie) ayant atteint leurs échéances finales en 2016. Un plus grand nombre de données a donc été pris en considération aux fins du calcul du taux de conformité.

Les valeurs du taux de conformité aux articles 3, 4 et 5 sont combinées pour former un nombre unique. Le taux de conformité global pour l'Union a augmenté et s'élevait à 81 % en 2016.



Graphique 3 – Taux de conformité à la directive relative aux eaux urbaines résiduaires dans l’Union européenne, 2012-2016 (pourcentage de la charge en eaux usées dans les agglomérations en conformité avec les normes au cours de l’année concernée) *La colonne 2012 montre les données pour la période 2010-2012

3 ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE – ÉCART PAR RAPPORT A L’OBJECTIF

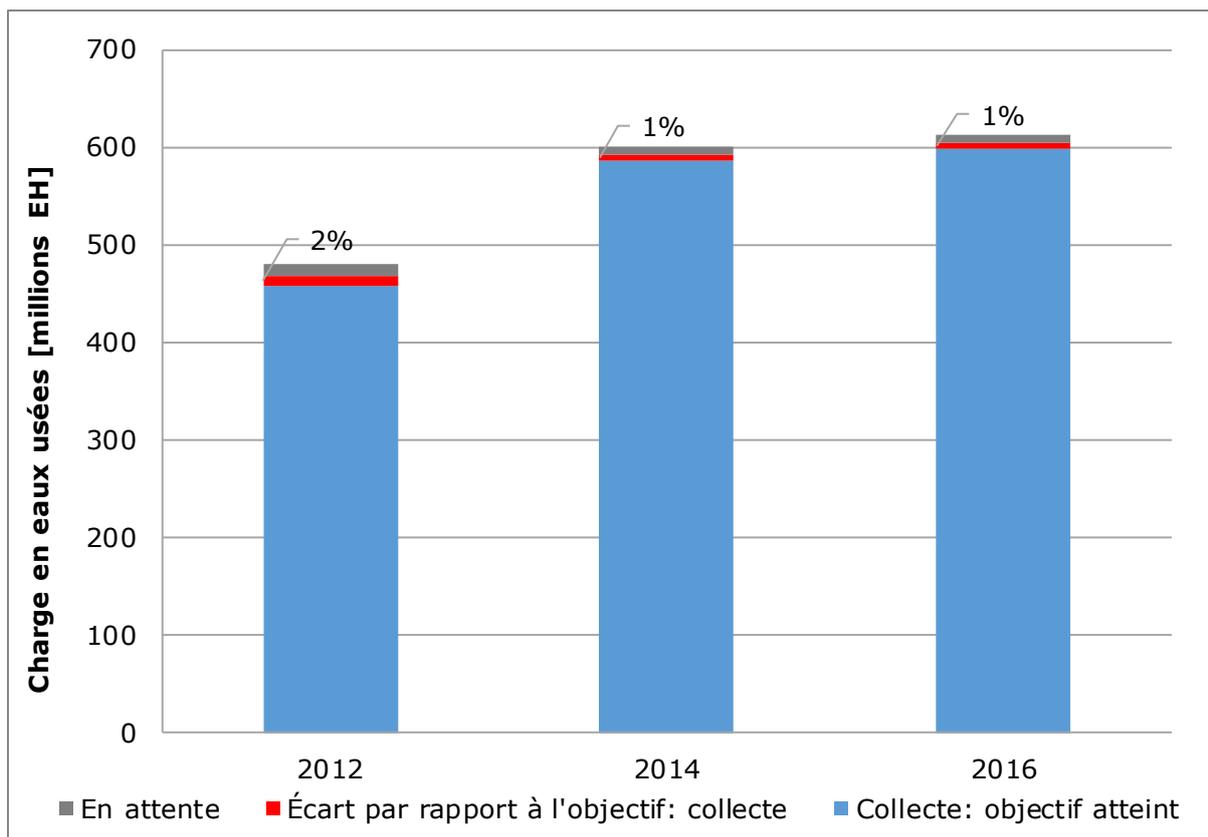
L’«écart par rapport à l’objectif» est un indicateur qui montre l’ampleur des efforts qui doivent être encore réalisés pour satisfaire aux normes établies dans la directive.

3.1 Collecte des eaux usées

- 1 % de la charge en eaux usées (environ **6,6 millions** EH) doit encore être collecté.

En 2016, dans l’Union ¹¹, près de 6 605 000 EH des eaux usées générées par des agglomérations conformes et non conformes n’ont pas été collectés. Le graphique ci-dessous montre que l’écart par rapport à l’objectif est assez faible.

¹¹ Les États membres et le Royaume-Uni, qui était un État membre de l’Union au cours de la période de référence.



Graphique 4 – Écart par rapport à l'objectif pour la collecte des eaux usées dans l'Union, 2012-2016 (pourcentage de la charge en eaux usées dans l'ensemble des agglomérations. Cette charge ne satisfaisait pas aux critères de conformité au cours de l'année concernée.)

Le graphique 4 ne donne pas un tableau complet de la situation, car plus de 8 300 000 EH, à savoir la charge en eaux usées pour laquelle les délais n'avaient pas expiré en 2016¹², ont été exclus du calcul de l'écart par rapport à l'objectif pour la collecte.

3.1.1 Systèmes individuels ou autres systèmes appropriés

L'évaluation REFIT et les données communiquées par les États membres au titre de la directive-cadre sur l'eau indiquent que, dans de nombreuses zones, les systèmes d'assainissement non centralisés (connus sous le nom de «systèmes individuels ou autres systèmes appropriés»¹³) exercent une pression considérable sur les masses d'eau. La Commission cherche à déterminer si les conditions d'exploitation de ces systèmes (enregistrement, permis, contrôle et inspections) sont respectées dans les États membres qui y ont largement recours¹⁴.

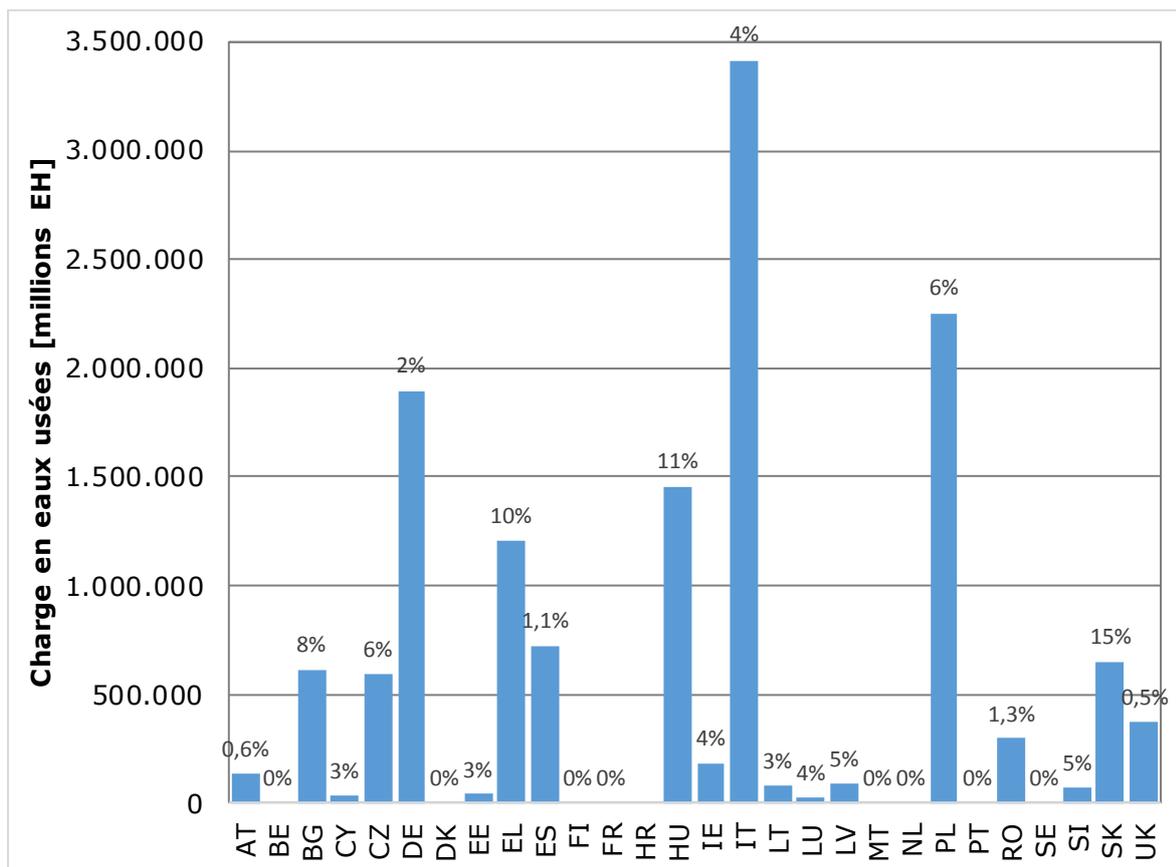
¹² En référence aux périodes de transition appliquées aux zones récemment désignées comme «sensibles».

¹³ Article 3: «Lorsque l'installation d'un système de collecte [général] ne se justifie pas, soit parce qu'il ne présenterait pas d'intérêt pour l'environnement, soit parce que son coût serait excessif, des systèmes individuels ou d'autres systèmes appropriés assurant un niveau identique de protection de l'environnement sont utilisés.»

¹⁴ La Commission envoie des lettres de mise en demeure aux États membres qui ont largement recours aux systèmes individuels ou à d'autres systèmes appropriés pour leur demander s'ils ont introduit une obligation légale de raccordement aux réseaux d'assainissement, lorsque cela est faisable.

Le graphique ci-dessous indique quels États membres utilisent des systèmes individuels ou d'autres systèmes appropriés:

- la Pologne, la Hongrie, la Slovaquie, la Slovénie, la Grèce, la Bulgarie, la Tchéquie et la Lettonie ont indiqué que plus de 5 % de leurs eaux usées sont collectées et/ou traitées par des systèmes individuels ou d'autres systèmes appropriés.
- La Pologne, la Hongrie, la Grèce, l'Italie et l'Allemagne ont indiqué que la charge collectée et/ou traitée par des systèmes individuels ou d'autres systèmes appropriés est supérieure à 1 million EH.



Graphique 5 – Utilisation de systèmes individuels ou d'autres systèmes appropriés dans les États membres en 2016 (charge en eaux usées de l'ensemble des agglomérations dans chaque État membre exprimée en millions EH et en pourcentage du total généré)

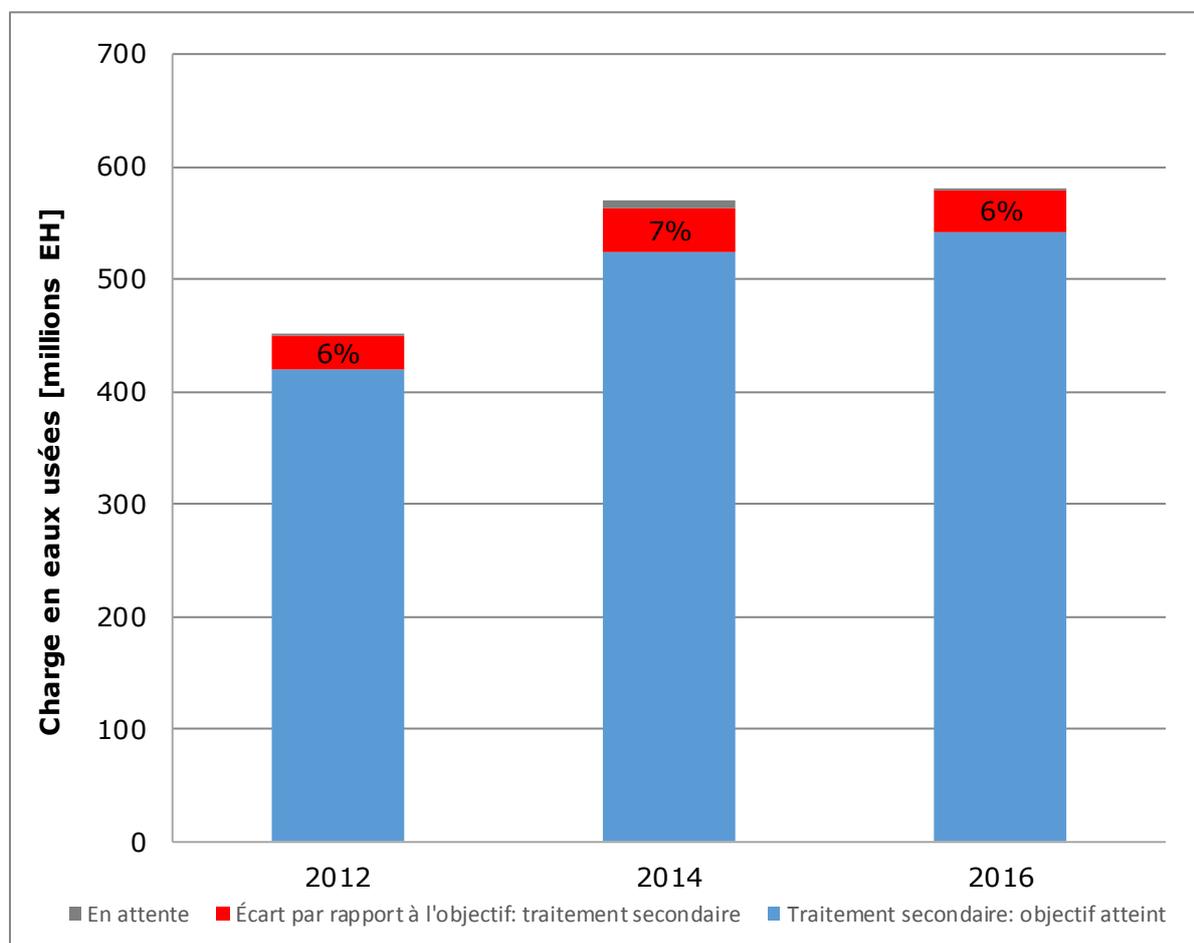
3.2 Traitement secondaire ou biologique

- **6 %** de la charge en eaux usées collectée (environ **37 millions EH**) doivent encore faire l'objet d'un traitement secondaire conformément aux exigences de la directive.

Les États membres doivent veiller à ce que des systèmes de traitement secondaire¹⁵ soient installés pour toutes les agglomérations de plus de 10 000 EH et pour les agglomérations de plus de 2 000 EH qui rejettent des eaux usées dans des eaux douces et des estuaires. En 2016,

¹⁵ Le traitement secondaire complète l'élimination des matières solides (traitement primaire) en décomposant les substances organiques à l'aide de bactéries.

plus de 37 116 000 EH des eaux usées collectées par des agglomérations conformes et non conformes dans l'Union ne faisaient pas l'objet d'un traitement secondaire et/ou ne satisfaisaient pas encore aux prescriptions applicables aux rejets établies dans la directive.



Graphique 6 – Écart par rapport à l'objectif pour le traitement secondaire dans l'Union, 2012-2016 (pourcentage de la charge en eaux usées de l'ensemble des agglomérations. Cette charge ne satisfaisait pas aux critères de conformité au cours de l'année concernée.)

L'écart par rapport à l'objectif ne tient pas compte de 300 000 EH qui ont été exclus des calculs au motif que les délais applicables n'avaient pas encore expiré en 2016. Par ailleurs, les eaux usées qui n'ont pas été collectées n'ont pas été traitées ni prises en considération aux fins du calcul de l'écart par rapport à l'objectif pour le traitement secondaire.

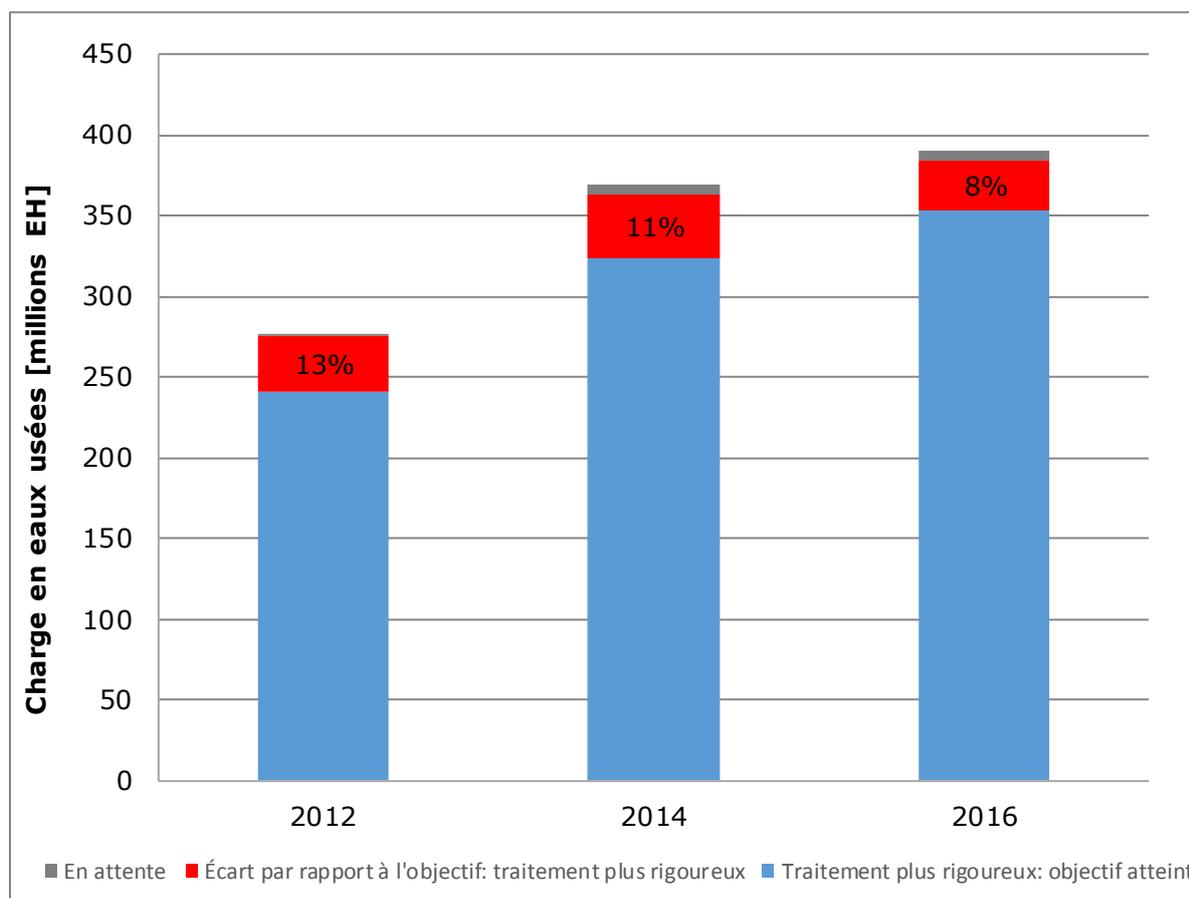
3.3 Traitement tertiaire ou plus rigoureux

- **8 %** de la charge en eaux usées collectée (près de **32 millions** d'EH) doivent encore faire l'objet d'un traitement plus rigoureux conformément aux exigences de la directive¹⁶.

Les États membres doivent généralement veiller à ce que des systèmes de traitement plus rigoureux¹⁷ soient installés pour les agglomérations de plus de 10 000 EH qui rejettent des

¹⁶ D'après le document SWD(2019) 701, l'écart par rapport à l'objectif est de 7 %. Les éclaircissements apportés, par exemple, par Chypre, après la publication du document SWD(2019) 701 ont fait augmenter ce pourcentage d'environ 1 %.

eaux usées dans des zones désignées comme des zones sensibles et leurs bassins versants. En 2016, près de 31 780 000 EH de la charge en eaux usées collectée par l'ensemble des agglomérations dans l'Union ne faisaient pas l'objet d'un traitement plus rigoureux et/ou ne répondaient pas aux prescriptions applicables aux rejets établies dans la directive.



Graphique 7 – Écart par rapport à l'objectif pour le traitement plus rigoureux dans l'Union, 2012-2016 (pourcentage de la charge en eaux usées de l'ensemble des agglomérations. Cette charge ne satisfaisait pas aux critères de conformité au cours de l'année concernée.)

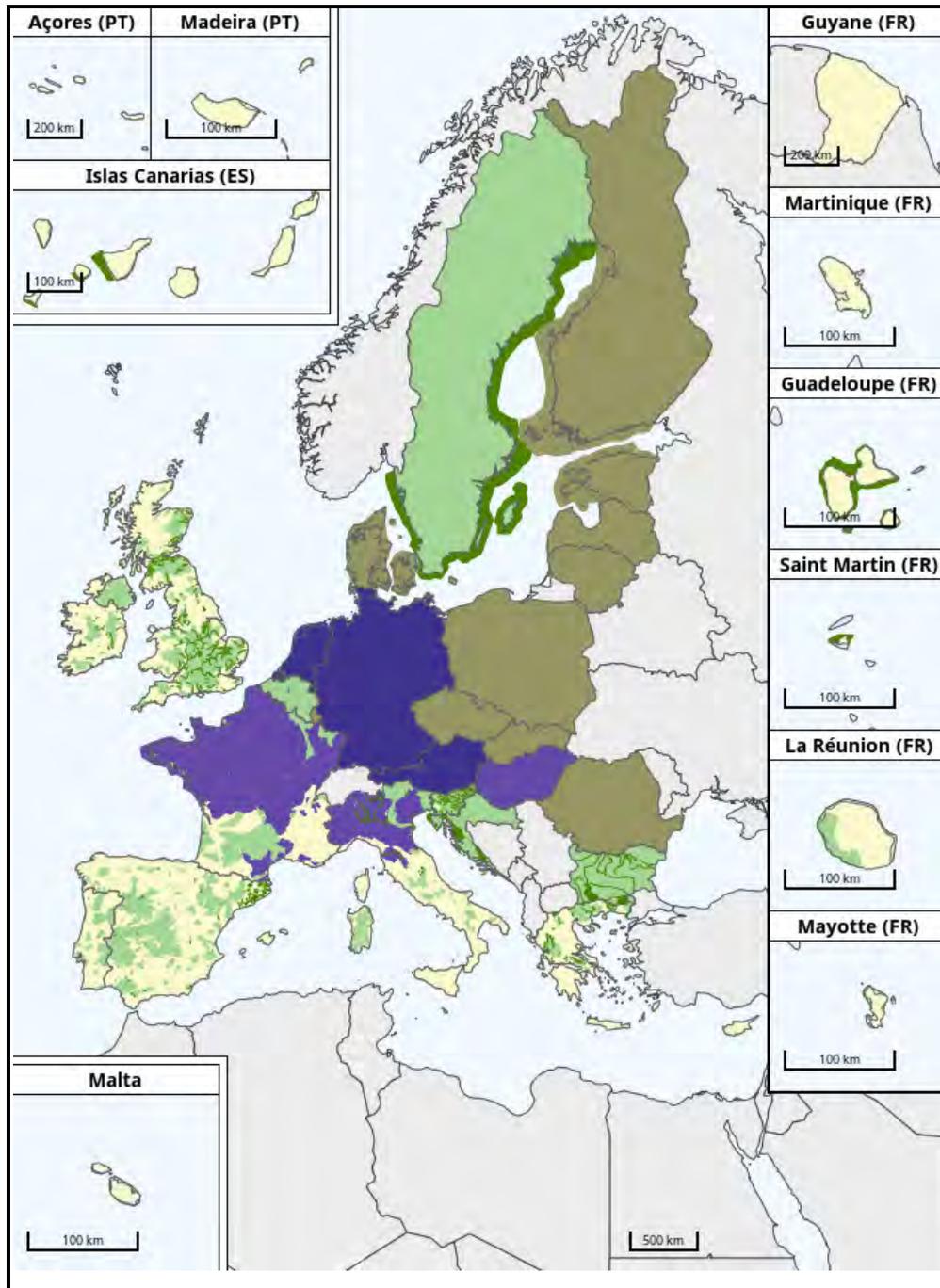
L'écart par rapport à l'objectif ne donne pas un tableau complet de la situation. En effet, près de 6 300 000 EH ont été exclus des calculs au motif que les délais applicables n'avaient pas encore expiré. De plus, les eaux usées qui n'ont pas été collectées n'ont pas non plus été traitées ni prises en considération aux fins du calcul de l'écart par rapport à l'objectif pour le traitement plus rigoureux.

3.3.1 Désignation des zones sensibles par les États membres

Dans un quart du territoire de l'Union (24 %), le traitement plus rigoureux n'est pas obligatoire. La question de savoir s'il est nécessaire d'appliquer un traitement plus rigoureux (autrement dit, si la zone est sensible) est tranchée au niveau national. La directive dispose que le niveau de traitement requis dépend de la sensibilité de la masse d'eau dans laquelle les eaux usées sont rejetées. Comme la carte ci-dessous le montre, certains pays désignent

¹⁷ Le traitement plus rigoureux consiste à éliminer le phosphore ou l'azote (nutriments) pour protéger les eaux menacées d'eutrophisation. Il peut également comprendre la désinfection des eaux usées pour protéger les eaux de baignade ou les eaux conchylicoles.

l'ensemble de leur territoire comme «sensible» (vert, bleu et violet), tandis que d'autres ne recensent que quelques zones sensibles (indiquées par des taches vertes dans les zones jaunes de la carte).



- | | | | |
|---|---|---|--|
|  | Zones sensibles (EM applique art. 5, paragraphes 2 et 3) |  | Zone sensible (EM applique art. 5, paragraphe 4 et art. 5, paragraphe 8) |
|  | Bassin versant de zones sensibles (EM applique art. 5, paragraphes 2 et 3) |  | Zone sensible (EM applique art. 5, paragraphe 4) |
|  | Zone sensible (EM applique art. 5, paragraphes 2 et 3, et art. 5, paragraphe 8) |  | Zones normales |
| | |  | Pays tiers |

Graphique 8 – Vue d'ensemble des zones sensibles et des bassins versants des zones sensibles dans l'Union en 2016.

Article 5, paragraphes 2 et 3: traitement plus rigoureux dans les agglomérations de plus de 10 000 EH

Article 5, paragraphe 4: élimination de 75 % de l'azote et du phosphore

Article 5, paragraphe 8: application du traitement plus rigoureux à l'ensemble du pays

4 PROGRAMMES NATIONAUX DE MISE EN ŒUVRE

La présente section résume les informations communiquées par les États membres au titre de l'article 17 de la directive sur le coût prévu des investissements nécessaires pour parvenir à la mise en conformité avec la directive et sur le coût attendu des investissements requis pour installer et rénover les infrastructures de collecte et de traitement des eaux usées.

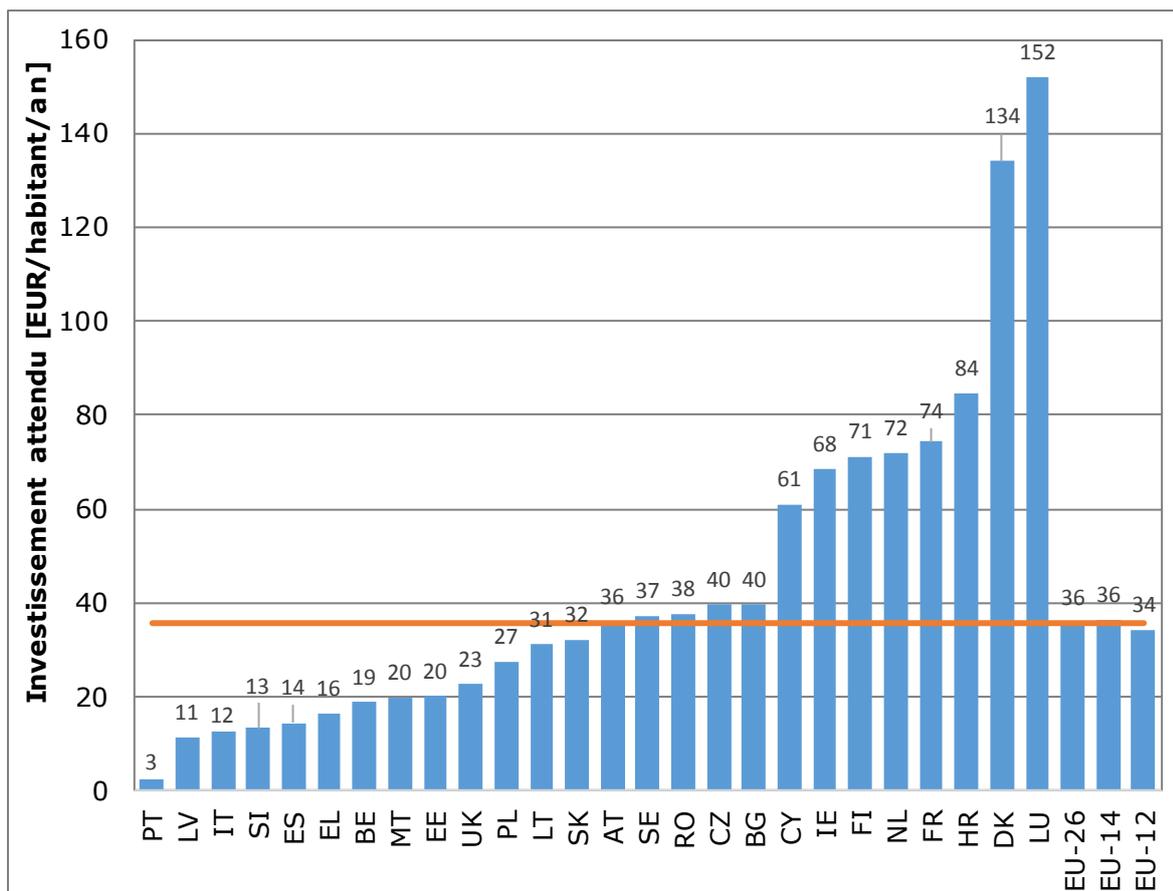
Selon les estimations des autorités nationales¹⁸ telles qu'elles figurent dans leurs plans nationaux, le total des investissements nécessaires pour garantir le respect de la directive s'élève à près de **229 milliards d'EUR**. Ce montant couvre les travaux dans les stations d'épuration (prévision: plus de 166 milliards d'EUR) et les systèmes de collecte (prévision: près de 63 milliards d'EUR). À titre de comparaison, l'OCDE estime que les pays de l'Union devront déboursier 253 milliards d'EUR supplémentaires entre 2020 et 2030 pour se conformer pleinement à la directive et pour maintenir le degré de conformité¹⁹.

Par définition, les «besoins d'investissement» couvrent uniquement les agglomérations non conformes et ne tiennent compte ni des coûts d'exploitation ni des coûts du maintien des infrastructures en bon état pour qu'elles restent conformes à la directive. Le nombre d'années couvertes par cette prévision diffère d'un pays à l'autre.

Contrairement aux «besoins d'investissement» décrits ci-dessus, les «coûts d'investissement attendus» sont, par définition, une estimation des investissements futurs et ils incluent les coûts attendus du maintien des infrastructures en bon état pour qu'elles demeurent conformes à la directive. Le nombre d'années couvertes par cette prévision diffère d'un pays à l'autre. Le graphique 9 montre que seuls deux pays prévoient d'investir chaque année plus de 100 EUR par habitant. La plupart des pays signalent qu'ils prévoient d'investir un montant annuel inférieur à 40 EUR par habitant. Il convient d'analyser le graphique 9 avec prudence, les États membres n'incluant pas tous l'ensemble des coûts d'investissement et des frais d'entretien dans les rapports élaborés au titre de l'article 17. Par ailleurs, la période couverte par les rapports varie d'un pays à l'autre: le rapport de la Belgique couvre la période 2009-2017, tandis que celui de la Tchéquie couvre la période 2016-2017. La taille du pays peut également avoir une incidence sur les chiffres dans le graphique 9: le montant des investissements luxembourgeois semble être le plus élevé, mais cela est peut-être dû au fait que ce petit pays prévoit de réaliser un seul investissement de taille.

¹⁸ Les 27 États membres et le Royaume-Uni, qui était un État membre de l'Union au cours de la période de référence.

¹⁹OCDE, Estimation des besoins d'investissement et des capacités de financement pour les investissements liés à l'eau dans les États membres de l'Union européenne: https://ec.europa.eu/environment/water/water-framework/economics/OECD_study_en.htm



Graphique 9 – Programmes de mise en œuvre des États membres – coûts d’investissement annuels attendus par habitant pour installer et rénover les systèmes de collecte des eaux usées et les stations d’épuration (EUR/habitant/an)

Remarque: l’Allemagne et la Hongrie n’ont communiqué aucune donnée sur les investissements attendus.
La ligne orange qui traverse le graphique de part en part représente le coût d’investissement annuel moyen attendu dans l’Union.

5 PROMOTION DE LA MISE EN CONFORMITE

5.1 Financement des investissements

La Commission a lancé plusieurs initiatives pour soutenir les efforts visant à garantir le plein respect de la directive. Ces initiatives ont notamment pour objectif d’améliorer la planification des investissements (par exemple, une étude de l’OCDE fournissant des données comparables sur les stratégies de financement et les besoins d’investissement) et le financement de la politique de cohésion de l’Union européenne (la politique de cohésion proposée pour la période 2021-2027 est étroitement liée à la planification des investissements nationaux concernant la gestion durable de l’eau).

5.1.1 Stratégies de financement

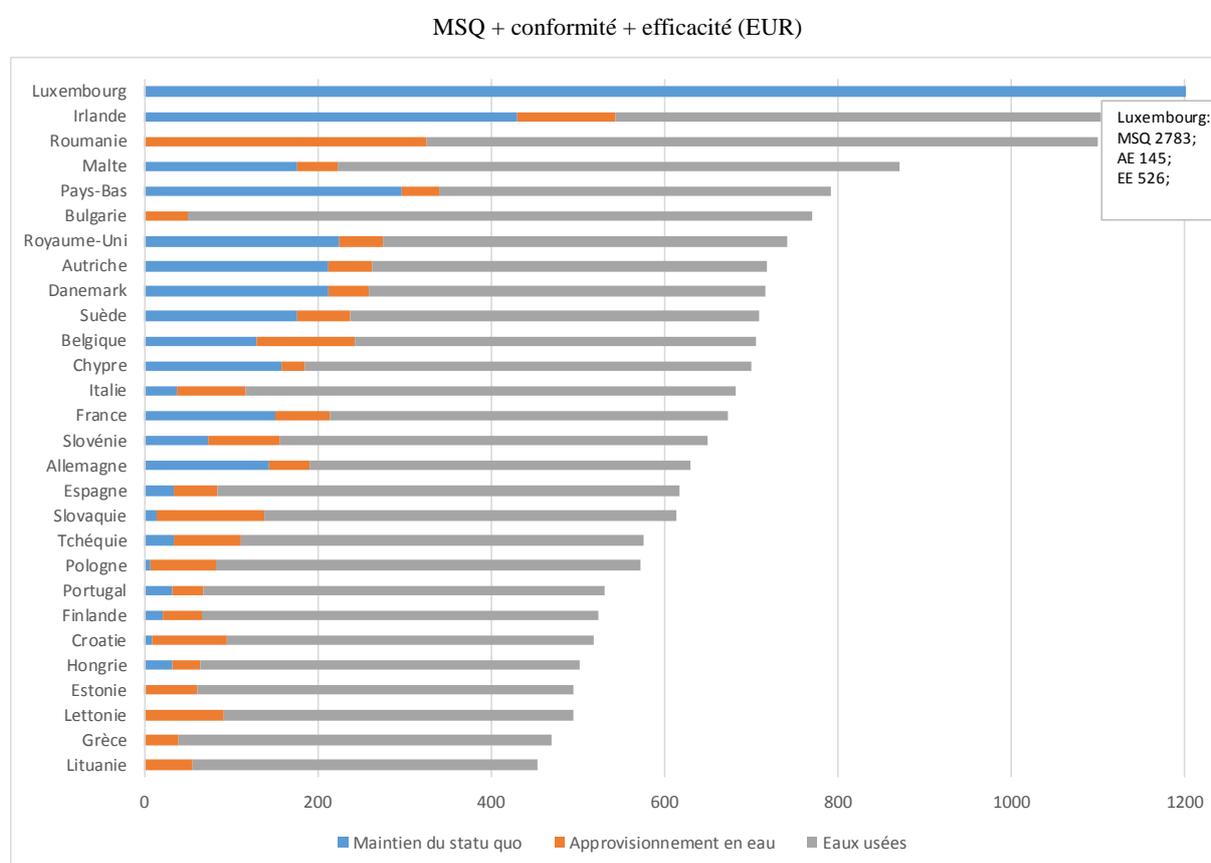
L’OCDE a formulé des recommandations [pour remédier aux difficultés financières](#) dans les États membres ayant une capacité financière limitée et des besoins d’investissement élevés. L’OCDE recommande notamment de mieux utiliser les actifs et les ressources financières

existants, de réduire au minimum les besoins d'investissement et d'exploiter des sources de financement supplémentaires²⁰.

L'OCDE a estimé l'investissement global nécessaire pour assurer le respect de la directive. Le graphique ci-dessous présente une vue d'ensemble comparative des dépenses supplémentaires cumulées d'ici à 2030 pour l'approvisionnement en eau et pour l'assainissement par habitant, en combinant trois scénarios:

- le maintien du statu quo (sous l'effet de l'urbanisation),
- la conformité à la directive relative à l'eau potable et à la directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires, et
- l'efficacité (réduction des fuites dans les systèmes d'approvisionnement en eau).

Le montant total cumulé de l'investissement supplémentaire nécessaire pour que les 27 États membres de l'Union et le Royaume-Uni se conforment pleinement à la directive s'élève à 253 milliards d'EUR entre 2020 et 2030.



Source: analyse de l'OCDE sur la base des données de la Commission européenne et d'Eurostat.

Explication des scénarios:

- le scénario MSQ (maintien du statu quo) indique ce qui devrait être dépensé d'ici à 2030 en tenant compte de la croissance démographique
- le scénario AE (approvisionnement en eau) indique ce qui devrait être dépensé d'ici à 2030 pour satisfaire aux exigences de la directive de refonte relative à l'eau potable

²⁰ Chapitre 5 de l'étude de l'OCDE, Estimations des besoins d'investissement et des capacités de financement pour les investissements liés à l'eau dans les États membres de l'Union européenne: https://ec.europa.eu/environment/water/water-framework/economics/OECD_study_en.htm

- le scénario EE (eaux usées) indique ce qui devrait être dépensé d'ici à 2030 pour satisfaire aux exigences de la directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires

Graphique 10 – Dépenses supplémentaires par habitant d'ici à 2030 pour les eaux usées (EE) et les systèmes d'approvisionnement en eau potable (AE) (EUR/habitant) Source: OCDE (2020)

Le graphique 10 montre que les investissements dans les infrastructures de traitement des eaux usées pour assurer le respect de la directive représentent la plus grande part des dépenses supplémentaires totales. Le montant des dépenses supplémentaires par habitant oscille entre 500 EUR et 1 000 EUR pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

Pour résumer, il a été constaté que, **dans de nombreux États membres, le niveau de dépenses actuel est trop faible pour que ceux-ci puissent se conformer à la directive et maintenir la conformité à long terme.**

5.1.2 Financement par l'Union européenne

Les fonds européens, en particulier le Fonds européen de développement régional et le Fonds de cohésion, ont un rôle à jouer dans le développement des infrastructures de traitement des eaux usées lorsque les États membres n'ont pas les ressources suffisantes pour investir dans leur secteur des eaux usées. Au cours de la période 2014-2020, les États membres ont consacré 15,4 milliards d'EUR des fonds de la politique de cohésion à la gestion des eaux. La plus grande part du budget prévisionnel (environ 10,8 milliards d'EUR) est affectée au traitement des eaux usées, y compris à la construction ou à la modernisation des stations d'épuration et des réseaux d'assainissement. Une partie des fonds est également consacrée à la gestion des boues d'épuration²¹. Au cours de la période 2014-2020, les États membres devraient raccorder 17,7 millions d'habitants à des infrastructures, nouvelles ou modernisées, de traitement des eaux usées²². Cette aide mobilise également des financements privés et nationaux supplémentaires et est complétée par d'autres sources de financement de l'Union, telles que le programme LIFE et la stratégie Horizon 2020. Avec une contribution totale supérieure à 300 millions d'EUR au cours de la période 2014-2018, Horizon 2020 et LIFE ont cofinancé plus de 70 projets de recherche et d'innovation en lien avec les eaux usées.²³

En ce qui concerne les fonds de la politique de cohésion pour la période 2021-2027, la Commission a proposé comme condition préalable à l'attribution de fonds l'élaboration de plans d'investissement nationaux, pour faire en sorte que les ressources soient utilisées de la manière la plus efficace possible.

²¹ Fonds structurels et d'investissement européens: <https://cohesiondata.ec.europa.eu/EU-Level/ESIF-Categorisation-Intervention-Fields-with-filte/8m22-gy44> et https://ec.europa.eu/regional_policy/fr/policy/what/key-achievements/

²² Fonds structurels et d'investissement européens, indicateurs communs, 2014-2020: <https://cohesiondata.ec.europa.eu/stories/s/4ij4-23vs>.

²³ Données internes de l'EASME fournies en 2019 à l'unité ENV.C.2

5.2 Exécution

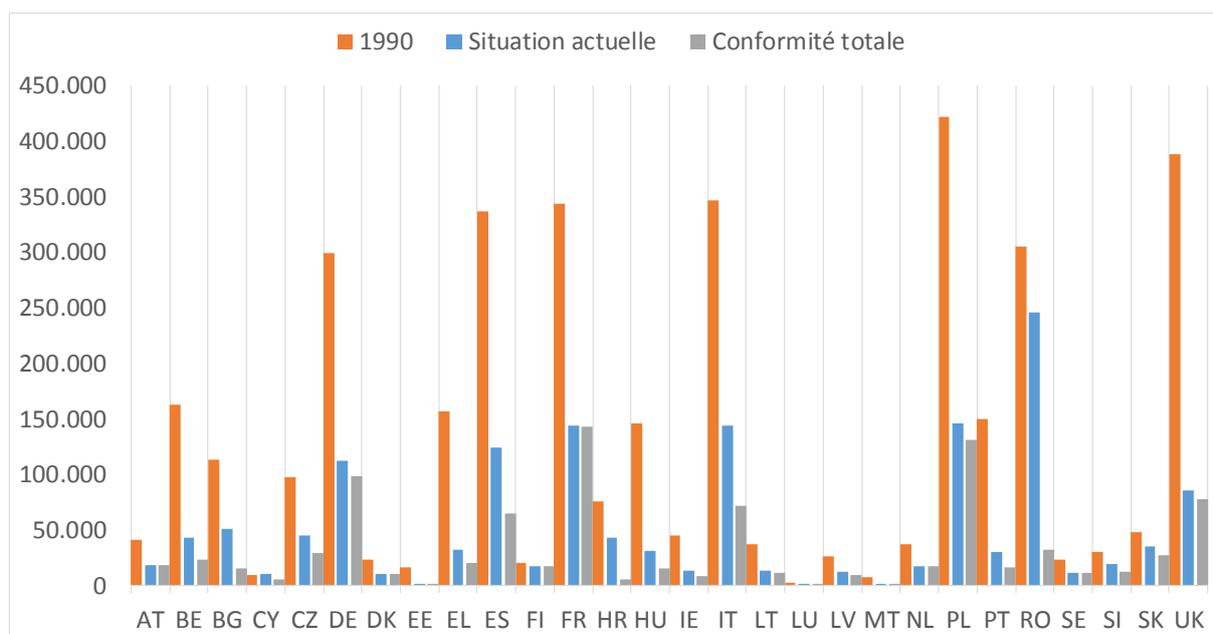
La plupart des agglomérations non conformes répertoriées dans les rapports sur la mise en œuvre font l'objet de procédures d'infraction. La Commission engage systématiquement des poursuites lorsque la directive est mal ou peu appliquée. En ce qui concerne les pays ayant adhéré à l'Union européenne en 2004 ou après cette date, des procédures ont été engagées en 2016-2018 et sont en cours. Certains États membres (Lettonie et Lituanie) sont en quasi-conformité et une affaire (Chypre) a été portée devant la Cour de justice. Des procédures correspondant aux délais ayant expiré en 2014 et 2015 seront également engagées. Parallèlement, la Cour de justice rendra un deuxième arrêt concernant des affaires plus anciennes. La Cour a rendu six arrêts. Dans trois d'entre eux, elle a infligé aux États membres²⁴ le paiement d'amendes et d'astreintes pouvant atteindre 25 millions d'EUR (sous la forme d'une somme forfaitaire) ainsi que le versement d'environ 30 millions d'EUR d'astreinte tous les six mois.

6 INCIDENCE SUR LE MILIEU AQUATIQUE

La directive joue un rôle majeur dans le renforcement de la capacité de résistance globale des écosystèmes aquatiques et dans la protection de leur biodiversité, indispensable à la réalisation des objectifs de la directive-cadre sur l'eau. Au cours des 30 dernières années, les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la directive ont fortement contribué à améliorer la qualité des cours d'eau, des lacs et des mers. Le graphique ci-dessous, par exemple, montre une réduction des charges atteignant les masses d'eau qui peut être attribuée à la mise en œuvre de la directive²⁵.

²⁴ Affaires C- 205/17 du 25 juillet 2018, Commission européenne contre Royaume d'Espagne, C-251/17 du 31 mai 2018, Commission européenne contre République italienne et C-328/16 du 22 février 2018, Commission européenne contre République hellénique

²⁵ Évaluation de la directive [SWD(2019) 701]: <https://ec.europa.eu/environment/water/water-urbanwaste/pdf/UWWTD%20Evaluation%20SWD%20448-701%20web.pdf>



Graphique 11 – Réduction des charges de DBO (tonnes/an) dans les eaux usées traitées.

7 CONCLUSIONS

Par le présent rapport, la Commission conclut que la collecte et le traitement des eaux urbaines résiduaires dans l'Union européenne se sont améliorés. La collecte et le traitement des eaux usées conformément aux dispositions de la directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires constituent une étape essentielle vers la réalisation des objectifs de la directive-cadre sur l'eau.

Il reste, néanmoins, du chemin à parcourir pour respecter pleinement la directive. La mise en œuvre de cette directive exige un engagement continu de la part des États membres, qui doivent améliorer la planification de leurs investissements et, notamment, élaborer des plans prospectifs de rénovation des infrastructures de traitement des eaux usées. La Commission a lancé plusieurs initiatives pour aider les États membres à se conformer à la directive.

Le financement et la planification demeurent les principaux défis à relever pour le secteur des services liés à l'eau. Dans de nombreux États membres, les investissements actuels se sont révélés insuffisants pour assurer et maintenir la conformité à long terme.

La Commission a évalué la directive relative au traitement des eaux urbaines résiduaires²⁶ et a maintenant lancé une analyse d'impact pour évaluer les options stratégiques qui permettront de préparer la directive pour l'avenir.

²⁶ Y compris le plan de relance pour l'Europe: https://ec.europa.eu/info/live-work-travel-eu/health/coronavirus-response/recovery-plan-europe_fr